

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Périgny, le 01/07/2025

ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOUFFLET AGRICULTURE (ATLANTIQUE)

ZI de la Pénissière
CS10024 - 17230 Marans
17230 Marans

Références : 0007204502/2025/321
Code AIOT : 0007204502

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2025 dans l'établissement SOUFFLET AGRICULTURE (ATLANTIQUE) implanté Les Grandes Ratonnières 17220 Saint-Médard-d'Aunis. L'inspection a été annoncée le 24/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée dans le cadre du suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 septembre 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOUFFLET AGRICULTURE (ATLANTIQUE)
- Les Grandes Ratonnières 17220 Saint-Médard-d'Aunis

- Code AIOT : 0007204502
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOUFFLET AGRICULTURE exploite sur la commune de Saint Médard d'Aunis (17220) des installations de stockage de céréales soumises à la législation des ICPE.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Équipement sous pression
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I §4.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	AP de Mise en Demeure du 30/09/2024, article 2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Point 1.4 de l'annexe I	/	Sans objet
3	Contrôle périodique	AP de Mise en Demeure du 30/09/2024, article 2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Dispositifs de détection	AP de Mise en Demeure du	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	d'incident	30/09/2024, article 2		
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I §4.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	Empoussièrement	AP de Mise en Demeure du 30/09/2024, article 2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure
8	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Exploitation - entretien	AP de Mise en Demeure du 30/09/2024, article 2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en œuvre les actions correctives sur les points de non-conformités constatés lors de la visite d'inspection du 20 juin 2024 et pour lesquels il a été mis en demeure par arrêté préfectoral du 30 septembre 2024. Par conséquent il est proposé au préfet de lever cette mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/09/2024, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 20/06/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : L'exploitant se met en conformité avec les prescriptions suivantes de l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007 : <ul style="list-style-type: none"> article 1 et annexe I §1.4 - délai 1 mois, en régularisant la situation administrative de son site au regard de ses activités actuelles ; [...]

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni à l'inspection les plans permettant de justifier des capacités effectives des différentes cellules de stockage de céréales présentes sur le site, soit une capacité totale de 8203 m³ (hors boisseaux).</p> <p>L'exploitant indique que la capacité de 12000 m³ notée dans le récépissé de déclaration n° 9900022 du 4 mars 1999 avait pris en compte une extension (projet d'ajout d'une nouvelle cellule) qui n'a jamais été réalisée.</p> <p>Le rapport du dernier contrôle périodique réalisé le 5 décembre 2024 par la société Bureau Veritas, indique que le récépissé de déclaration au titre de la rubrique 2160 a bien été présenté. Toutefois, le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'ensemble des documents sur la situation administrative du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que l'ensemble des documents notés au point 1.4 de l'annexe I de l'AM du 28/12/2007 relatif à la situation administrative du site doit être tenu à la disposition de l'inspection et disponible sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 2 : Situation administrative

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Point 1.4 de l'annexe I</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative du stockage d'engrais liquide</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les plans de l'installation tenus à jour ; - la preuve du dépôt de déclaration et les prescriptions générales ; [...] <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer que les démarches relatives à la régularisation administrative du dépôt d'engrais liquide (3 cuves de 80 m³, 60 m³ et 40 m³, soit une capacité totale de 180 m³) ont bien été réalisées.</p> <p>Il a toutefois transmis un courrier du 24/07/2006 concernant une demande d'antériorité adressée aux services de la préfecture par la société SPS NEGOCE pour les activités de stockage d'engrais solides (rubrique 1331), de produits phytosanitaires (rubriques 1155, 1172 et 1173) et d'engrais liquides sur le site de Saint Médard d'Aunis.</p> <p>Suite à l'analyse de la demande, ce courrier avait fait l'objet d'un rapport de l'inspection le 21/08/2006 dans lequel il est indiqué que l'activité de stockage d'engrais liquide ne pouvait pas bénéficier de l'antériorité au titre de la rubrique 2175.</p> <p><i>" La rubrique 2175 ne comportait pas jusqu'à la modification de la nomenclature introduite par le décret n°2005-989 du 10 août 2005 de seuil soumettant les établissements à déclaration. Le seul seuil existant était le seuil de 100 m³ au delà duquel les installations étaient soumises à autorisation. Si les sites comportent en effet un stockage > 100 m³ mais inférieur à 500 m³ d'engrais liquide, ces</i></p>

installations auraient dû faire l'objet d'un dossier demande d'autorisation d'exploiter en application des articles 2 et 3 du décret n°77-1133. Ces sites étant désormais à simple déclaration, l'exploitant ne peut pas bénéficier du bénéfice de l'antériorité au titre de cette rubrique et doit déposer un dossier de déclaration suivant les dispositions de l'article 25 du décret n°77-1133 (plans de l'installation). À la suite de cet envoi, un récépissé de déclaration pourra être rédigé pour cette rubrique 2175 et l'installation devra être conforme aux dispositions de l'arrêté type."

Afin de régulariser sa situation administrative, l'exploitant a transmis par télédéclaration au service de la préfecture, une déclaration initiale pour cette activité au titre de la rubrique 2175 avec une capacité déclarée de 180 m³ (Preuve de dépôt n° A-5-7GHXOO609 du 28/05/2025).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/09/2024, article 2

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

L'exploitant se met en conformité avec les prescriptions suivantes de l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007 :

[...]

- annexe I §1.1.2 - délai 3 mois, en réalisant le contrôle périodique par un organisme agréé dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement pour les installations de stockage de céréales relevant de la rubrique 2160 de la nomenclature des ICPE et en transmettant le rapport à l'inspection dès réception accompagné, le cas échéant, d'un échéancier de réalisation des actions correctives en cas de non-conformité.
- annexe I §1.1.2 - délai 3 mois, en mettant en place les actions correctives permettant de lever les écarts observés par l'organisme agréé lors du dernier contrôle périodique quinquennal ;

[...]

Constats :

Le dernier contrôle périodique sur le site par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement a été réalisé le 05/12/2024 par l'organisme Bureau Veritas au titre de la rubrique 2160 pour l'activité de stockage de céréales.

Le rapport de contrôle du 11/12/2024 fait état de 3 non-conformités majeures dont notamment :

- absence de rapport de contrôle annuel sur la colonne sèche de la tour de manutention,
- absence d'asservissement de l'aspiration avec les équipements de la manutention,
- absence de détecteurs de déports de sangles et de contrôleurs de rotations sur tous les élévateurs,
- absence de détecteurs de bourrage sur les redlers : TR haut 1 et 2, redler 4 et redler transport 4

et 5.

Sur ces points, l'exploitant a fourni à l'inspection, par courrier du 31/01/2025, un échéancier de réalisation des actions correctives relatives aux non-conformités constatées.

Cet échéancier est accompagné du devis et du bon de commande du 29/11/2024 auprès de la société Groupe AMELEC pour la réalisation des travaux de mise en place des EIPS (équipements importants pour la sécurité) sur la manutention et du dispositif d'asservissement.

L'exploitant indique que les travaux de mise en conformité ont été réalisés en décembre 2024.

Les justificatifs de réalisation des travaux (factures de la société AMELEC AUTOMATISME n° 1518 et 1542 du 31/01/25 et 28/02/25) ont été transmis par l'exploitant.

Suite à la mise en place des EIPS, l'exploitant a réalisé un contrôle interne de ses équipements (présentation du rapport de contrôle du bon fonctionnement des équipements installés).

La visite a permis de constater que le fonctionnement des opérations de manutention et de l'asservissement est désormais piloté par l'intermédiaire d'un automate de sécurité, équipé d'un avertisseur sonore en cas de défaut de fonctionnement de l'installation.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Dispositifs de détection d'incident

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/09/2024, article 2

Thème(s) : Risques accidentels, Installations de transfert de grains

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

L'exploitant se met en conformité avec les prescriptions suivantes de l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007 :

[...]

- annexe I §4.16 - délai 3 mois, en dotant les installations de dispositifs de détection d'incident de fonctionnement, asservis et reliés à une alarme visuelle ou sonore ;

[...]

Constats :

Suite aux travaux de mise en conformité, l'inspection a procédé par sondage à la vérification de la présence des équipements importants pour la sécurité (contrôleurs de rotation et détecteurs de déport de sangle sur les élévateurs, détecteurs de bourrage sur les transporteurs à chaînes) sur les différents éléments de manutention des grains.

Sur les éléments de manutention contrôlés, il a été constaté la présence des dispositifs de sécurité.

Un essai du fonctionnement du dispositif d'asservissement a également été effectué à la demande de l'inspection. Il a été réalisé avec succès.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure
N° 5 : Vérification des installations électriques
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I §4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements à l'origine de départ de feu
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : <p>Dans tout l'établissement, les installations électriques, y compris les canalisations, sont conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relatif aux locaux à risque d'incendie. Les canalisations électriques ne sont pas une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement un rapport annuel effectué par un organisme compétent.</p> <p>Ce rapport comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une description des équipements et appareils présents dans les zones où peuvent apparaître des explosions, les conclusions de l'organisme quant à la conformité des installations ou les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions du décret mentionné ci-dessus ; - les conclusions de l'organisme quant à la conformité des installations électriques dans tout le site et, le cas échéant, les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions de l'article 422 de la norme NF C 15-100. <p>L'ensemble des non-conformités est levé sous un an.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présentation du rapport ; - vérification de la mise en place d'actions correctives, avec éventuellement des délais (le non respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).
Constats : <p>Les installations électriques ont fait l'objet d'une vérification périodique en 2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au titre du code du travail (rapport DEKRA n° 069771702401R001 du 16/12/2024) → ce rapport fait état d'une non-conformité déjà signalée : Fuite de diélectrique (réparation prévue début 2025), à étancher. <p>Sur ce point l'exploitant a transmis à l'inspection l'échéancier pour lever cette non-conformité résiduelle.</p> <ul style="list-style-type: none"> - au titre de la réglementation ICPE (rapport DEKRA n° 069771702401R002 du 16/12/2024) → ce rapport ne fait état d'aucune non-conformité. <p>Les conclusions du compte rendu Q18 réalisé le 16/12/2024 indiquent que l'installation ne peut pas entraîner de risques d'incendie et d'explosion.</p>

Les installations électriques ont également fait l'objet d'un contrôle par thermographie (Q19) le 07/11/2024 par l'organisme Dekra. Le rapport associé à ce contrôle ne fait état d'aucune anomalie sur les installations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant réalise les actions correctives permettant de lever la non-conformité constatée lors de la dernière vérification des installations électriques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I §4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant, correctement répartis sur la superficie à protéger et appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none"> - un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux en nombre défini en fonction des sinistres potentiels, d'un débit minimum de 60 m³/h chacun pendant deux heures), publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes d'une capacité en rapport avec le sinistre potentiel à combattre, au minimum de 120 m³ ; la combinaison de ces moyens est possible, sous réserve de pouvoir disposer d'une ressource globale de 60 m³/h pendant deux heures exploitable par les engins de pompe ; - des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. <p>Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ; - des colonnes sèches dédiées. <p>Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont indépendantes du réseau d'eau industrielle. Leurs sections sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.</p> <p>Les emplacements des bouches d'incendie, des colonnes sèches ou des extincteurs sont matérialisés sur les sols et bâtiments (par exemple au moyen de pictogrammes). Les bouches, poteaux incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau sont protégés contre le gel et</p>

sont munis de raccords normalisés. Ils sont judicieusement répartis dans l'installation. Ces équipements sont accessibles en toute circonstance.

Le réseau d'eau incendie est conforme aux normes et aux réglementations en vigueur.
Les colonnes sèches sont en matériaux incombustibles. Elles sont prévues dans les tours de manutention et sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur.

Les dispositifs de lutte contre l'incendie sont correctement entretenus et maintenus en bon état de marche. Ils font l'objet de vérifications périodiques au moins annuelles.

Objet du contrôle :

- présence des moyens de secours contre l'incendie (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
- visibilité et accessibilité des extincteurs (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
- présence de plans comportant une description des dangers pour chaque local (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
- présentation d'un justificatif de contrôle annuel des équipements (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).

Constats :

Le site est équipé d'un poteau incendie situé à proximité de l'entrée des poids lourds et utilisé comme ressource en eau d'extinction. La plateforme Hydraclis recensant tous les points d'eau incendie fait état de la présence de ce poteau incendie (ref. P17373.0011 avec dernière reconnaissance opérationnelle du 10/09/2021).

Ce poteau incendie a fait l'objet d'un contrôle opérationnel le 04/11/2024 par la société Chubb (présentation du rapport d'intervention du 04/11/2024 (ref. 20610967) avec mesure de débit sous 1,1 bar à 60 m³/h).

Ces éléments devront être transmis aux services du SDIS17 à l'adresse suivante : deci@sdis17.fr.

La visite a permis de constater la présence d'une colonne sèche dans la tour de manutention du silo permettant de desservir en eau d'extinction les différents étages de la tour en cas d'incendie. Toutefois, cet équipement ne dispose pas d'identification (absence d'affichage).

Le registre de sécurité mentionne que les extincteurs ont fait l'objet d'une vérification annuelle le 04/11/2024 par la société CHUBB (présentation du rapport d'intervention n°20879487 de la vérification des extincteurs).

Sur le terrain, l'inspection a procédé par sondage sur certains extincteurs à la vérification de l'étiquetage par l'organisme de contrôle de la date effective du dernier contrôle annuel. L'ensemble des extincteurs vérifiés disposaient de l'étiquette de marquage spécifiant le contrôle annuel de novembre 2024.

Suite à la dernière visite d'inspection, l'exploitant a mis en place un affichage permettant d'identifier clairement la vanne de coupure de gaz ainsi que la colonne sèche présente dans la tour de manutention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant pourra utilement transmettre aux services du SDIS17 les éléments relatifs au dernier contrôle opérationnel du poteau incendie présent sur le site (deci@sdis17.fr) afin de mettre à jour

leur base de données départementale des Points d'Eau Incendie (PEI).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Empoussièrement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/09/2024, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Empoussièrement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : L'exploitant se met en conformité avec les prescriptions suivantes de l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007 : [...] <ul style="list-style-type: none"> • annexe I §3.5 - délai 1 mois, en débarrassant les silos des poussières recouvrant le sol au niveau des zones sus-mentionnées où la présence de poussières a été constatée et en mettant en place les marquages au sol (témoins d'empoussièrement) utilisés comme moyen de contrôle pour déclencher les opérations de nettoyage des installations mentionnées dans les consignes de nettoyage du site ; [...]
Constats : Suite à la dernière visite d'inspection réalisée en 2024, l'exploitant a procédé aux opérations de nettoyage du silo et a transmis les justificatifs par courrier en date du 16/10/2024. La visite du site a permis de constater un niveau d'empoussièrement faible et des conditions de nettoyage satisfaisantes avec la mise en place des témoins d'empoussièrement dans la tour de manutention du silo. Il est toutefois noté que les installations ne disposent pas de colonnes de nettoyage dans le silo alors que ces dispositifs viseraient à améliorer significativement les conditions de nettoyage des installations, notamment dans les zones difficilement accessibles avec un aspirateur industriel tel que présent sur le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant pourra utilement étudier la possibilité de mise en place de colonnes de nettoyage visant à améliorer significativement les conditions de nettoyage des installations notamment dans les zones difficilement accessibles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 8 : Équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des équipements sous pression
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>III - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
Constats : <p>Suite à la dernière visite d'inspection réalisée en 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection, par courrier en date du 31/01/2025, la liste complétée des équipements sous pression (ESP) présents sur le site de Saint Médard d'Aunis en application de l'article 6.III de l'AM du 20/11/2017.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Exploitation - entretien

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/09/2024, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de l'accès
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant se met en conformité avec les prescriptions suivantes de l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007 :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none">• annexe I §3.2 - délai 3 mois, en mettant en œuvre les dispositions nécessaires (clôture, panneaux d'interdiction, etc.) afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent avoir accès aux différentes installations du silo. <p>[...]</p>
Constats : <p>Suite à la dernière visite d'inspection réalisée en 2024, l'exploitant a mis en place des signalisations d'interdiction d'accès au site pour les personnes non autorisées.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il est prévu, en complément, la mise en place d'une clôture de séparation avec l'activité commerciale située à proximité des installations.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure